

Ippécourt

LES CHEMINS D'ESPAGNE

MÉMOIRES ET DOCUMENTS
SUR LA GUERRE SECRÈTE
A TRAVERS LES PYRÉNÉES

**1940
1945**

Éditions Gaucher

PARIS

LES
CHEMINS
D'ESPAGNE





Marie Pi-Roué
mars 1949

Ippécourt

LES CHEMINS D'ESPAGNE

MÉMOIRES ET DOCUMENTS
SUR LA GUERRE SECRÈTE
A TRAVERS LES PYRÉNÉES

1940 — 1945



Editions Gaucher

chez "Édimpress" 6, Rue Charles-Friedel, Paris-20^e

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
- VINGT CINQ EXEMPLAIRES
SUR VELIN D'ARCHE PUR CHIFFON
- NUMÉROTÉS DE 1 A 25 ET
CONSTITUANT L'ÉDITION ORIGINALE

A MON PÈRE

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, sans exception
Copyright 1948 by Pierre Vuillet et Éditions Gaucher

AVANT-PROPOS

Tout au long de la seconde guerre mondiale, l'Espagne a été, à travers les statuts de neutralité et de non-belligéance dont elle s'est réclamée, un théâtre d'opérations où les représentants et les agents secrets de l'Axe et des Nations Unies se sont livré de silencieux et âpres combats.

On a déjà beaucoup écrit sur les conflits diplomatiques dont Madrid a été le champ et de nombreux documents trouvés dans les archives allemandes et italiennes ont mis en lumière les dangers passés. Quand la Wehrmacht atteint la frontière franco-espagnole, le 27 juin 1940, tout porte à croire que, dans un avenir proche, elle traversera la péninsule pour gagner Gibraltar et Tanger, verrouillant le détroit. C'est un plan stratégique de première importance et Hitler n'y renoncera pas aisément. A la Conférence d'Hendaye, en octobre 1940, Franco donne au Führer des marques enthousiastes d'amitié et manifeste sa certitude en la victoire de l'Axe, mais il n'ouvre pas encore la voie de Gibraltar et, déjà, apparaissent les premiers traits de la neutralité espagnole. Pourquoi Franco s'est-il tenu en dehors du conflit à Hendaye quand l'armée française était anéantie ? Et pourquoi a-t-il maintenu sa position, en 1941, quand l'Allemagne a attaqué la Russie ? C'est un sujet qui a été abondamment traité par plus qualifié que moi. J'ai voulu m'abstenir d'y consacrer une nouvelle analyse et si, dans un premier chapitre, j'ai sommairement rappelé les visages successifs de la neutralité espagnole, c'est, avant tout, par souci de mieux situer les récits que je rapporte sur les évasions et les missions de la Résistance française à travers les Pyrénées.

Cependant, tout en restant en marge du problème, j'ai jugé utile de consacrer quelques développements à certains facteurs déterminants de la neutralité franquiste qui n'ont pas été sans rapports avec les attitudes françaises. Sur la question des revendications africaines, c'est la flotte française et le « chantage » de Weygand qui, jusqu'en novembre 1942, tiennent en échec les aspirations phalangistes. En matière économique, c'est encore l'Afrique du Nord qui joue l'un des premiers rôles, dès 1940, dans la politique par laquelle les Alliés s'efforcent de retenir la péninsule hors du bloc économique que le Reich voudrait constituer en Europe. Enfin, l'opposition antifranquiste est proche voisine de la clandestinité française.

Neutralisée par un ensemble de circonstances et de facteurs, plus qu'elle n'est neutre par la volonté de son gouvernement, l'Espagne reste, sur quatre années de guerre, la seule voie terrestre par laquelle, à travers les Pyrénées, s'acheminent des milliers d'hommes évadés de la forteresse européenne, tandis que, d'Afrique, des agents secrets reprennent, dans l'autre sens, les mêmes cheminements et vont accomplir dans les maquis et les réseaux de France les missions militaires des états-majors de Londres et d'Alger. Les filières voient passer, en même temps que les hommes, des courriers de la France Résistante. Des réseaux se constituent qui prennent, par l'Espagne, leurs liaisons terrestres sur la France d'outre-mer libérée, envoient leurs renseignements et reçoivent des directives. En Catalogne et en Guipúzcoa, se constituent, dans des postes français clandestins, les éléments d'une base secrète d'opérations dont les leviers sont à Madrid.

Une activité intense se développe de part et d'autre des Pyrénées, avec une suite ininterrompue d'épreuves jusqu'à la libération du Sud-Ouest de la France. Sur cette vie des évadés, des missions et des réseaux qui convergeaient sur l'Espagne, les souvenirs et les témoignages sont innombrables. Du poste que j'occupais à la Base de Madrid et par les missions que j'effectuais en France, j'eus l'heureuse fortune d'être

mêlé de près à ces événements. Sans avoir tenu, comme disait Montaigne, le « papier-journal de mes émotions », j'ai pu recueillir une grande part des récits de mes camarades et j'y ai joint quelques-uns de mes souvenirs.

Avant de rapporter des faits de résistance, j'ai cru devoir faire sur la politique de Vichy, certaines mises au point pour lesquelles j'ai produit une documentation qui, sans être secrète, puisqu'elle était dans bien des mains, n'a pas encore vu jour; on se demande pourquoi. Pour ma part, si je n'ai pas hésité à dire ce que je savais, c'est qu'une littérature vichyssoise s'enhardissant aux devantures des libraires, plusieurs années après la Libération, appelait des ripostes. D'autres témoins de ce temps apporteront encore sur Vichy des charges qui se révéleront chaque jour plus accablantes, et qui détruiront des légendes.

Sur le soi-disant traité secret que le Maréchal aurait fait négocier, en octobre 1940, avec le Gouvernement britannique, je ramène à leurs véritables proportions les rapports Vichy-Londres de l'époque. Sur le débarquement en Afrique du Nord, j'ai cité deux missives de Noguès, la première qui interroge Pétain sur la conduite à tenir et la seconde qui répond aux confidentielles consignes de ce dernier. On pourra, sans trop solliciter les textes, apercevoir que si le Maroc ne s'est pas, comme la Tunisie, transformé en bastion de l'Axe, ce n'est pas de la faute du Maréchal. Enfin, j'ai fourni, aussi pénible qu'il fût de le faire sur la même matière, d'autres images des misérables comportements du Gouvernement de Vichy. L'action contre les réseaux et les maquis n'est ignorée de personne; on la retrouvera d'un bout à l'autre de ces pages, menée par des hommes de confiance de Pétain.

Il n'est pas rare d'entendre encore dire, lorsqu'on évoque des faits de résistance devant un Français qui s'est tenu à l'écart : « Mais enfin, tout cela, le Maréchal le savait ? ». Oui, il le savait et c'est pour cela qu'il créait la Milice et nommait à sa tête des hommes disposés à tous les carnages.

Sans doute, dans les débuts, supposait-on d'autres attitudes à Pétain. Il n'était pas aisé de distinguer entre les voies que dictait le devoir.

Il y eut l'admirable réflexe des premières troupes qui avaient les moyens de rallier de Gaulle et qui avaient la volonté et la chance d'y réussir. Il y eut, sur place, ceux qui s'employèrent, dès juin 1940, à une héroïque opposition clandestine. Il y eut en même temps des résistances à Pétain qui n'étaient que des résistances raciales, franc-maçonniques ou culinaires, et qui furent des alliées dont l'aide n'était pas négligeable, mais dont les énergies ne venaient pas de chez nous, du fond de nous-mêmes, de ce que nous entendons par là, qui s'entend autrement que par des incommodités de sectes, de races ou de pot-au-feu.

Mais il y eut aussi, d'emblée, auprès de Pétain, des francs-tireurs à francisque qui croyaient à une grande politique de mystification de l'ennemi.

La conclusion de l'armistice était un fait sur lequel on ne pouvait prendre parti. Ce n'est pas le Français de la rue, des campagnes ou des régiments en déroute qui pouvait se faire une opinion sur le bien ou le mal fondé de la suspension d'armes, comme aussi bien il ne peut avoir sur la politique du pays qu'une intelligence ramenée à ce qu'il sait du problème. On ne se divisait pas sur le fait de l'Armistice et, si de toutes parts, des clans et des barricades de l'esprit se formaient, c'était sur le sens que l'on donnait au fait lui-même.

« — L'Armistice n'est qu'une suspension d'armes », criait Weygand de sa voix sèche, faisant sa tournée des officiers de réserve et d'active en Afrique du Nord, avant la fin de 1940.

« — Les Anglais sont nos anciens alliés et restent nos alliés. Les Allemands sont nos anciens ennemis et restent nos ennemis. Je suis un vieil homme, mais le temps n'est pas si loin que je vous reconduise au combat. Votre tâche est de vous préparer à ce combat en restant sur place ».

C'était sans ambiguïté. Il suffisait de ces paroles qui exprimaient le sens profond de consciences françaises, pour croire en Weygand et en Pétain dont il semblait issu.

D'autre bord, une minorité pro-allemande s'installait. Elle comprenait des chefs de file d'une grande diversité. Des opportunistes, parasites de tous les régimes, et des intellectuels de toutes les aventure, sincères admirateurs de l'âme, de la morale et de la civilisation allemandes; ces derniers, de toute leur conviction, se trompaient. Ils se trompèrent et furent confondus du faux sur les charniers d'Auschwitz, de Buchenwald et de Dachau comme devant les résultats d'une monstrueuse expérience chimique. Cette erreur intellectuelle qui, aussi bien, n'avait jamais une pureté évangélique, voisinait de près avec celle d'esprits mineurs dont l'opinion s'était assez vite faite par un défaut de culture, dépouillant la guerre elle-même de toutes origines profondes et lui enlevant son sens de croisade morale, et par un défaut de dignité par quoi leur semblait possible et profitable une alliance avec l'Allemagne. Aux grands et petits penseurs du prosélytisme germanique se joignit, comme il en est pour toute tribu en formation, des analphabètes qui avaient chacun, soit de mesquines raisons personnelles, soit seulement le besoin de faire quelque chose d'actif par peur du vide. La Milice et d'autres organisations analogues virent ainsi se cristalliser des tendances à se faire justice soi-même, sur la foi de convictions provisoires, ou à tuer pour tuer, que nous avions accoutumé de mettre hors la loi. Nous avions, à l'époque, évalué ces militants à cinquante mille. Le chiffre correspondait à peu près à la réalité sur quarante millions d'habitants.

Par Laval et par Darlan, le passage sur le terrain de Pétain se faisait sans grand heurt. Tout en l'attaquant, Déat, Doriot, Darnand, espéraient faire beaucoup du Maréchal. Laval et Darlan ne firent pas qu'en espérer : ils obtinrent de réels résultats, non sans un machiavélisme à quoi ripostait, quand elle le pouvait, une tendance vichyste qui n'était pas du Maréchal.

Il semble bien que Pétain n'ait existé que par ces ficelles, laissant les conjurés s'affronter sur son nom et pas sur une politique qu'au demeurant il n'avait jamais rencontrée, tout à son jeu du petit roi auquel il passait son temps plus qu'à méditer ses décisions du lendemain. Quoi qu'il en soit, avec ses messages, le Maréchal groupe une masse imposante qui est plus qu'une confortable majorité parlementaire. Cette masse serait, à n'en pas douter, l'une des plus intéressantes à étudier en matière d'électorat. Son trait dominant est que, mise à part une fraction directement reliée à la politique de Weygand, elle réunit ces troupes électorales qui vont du côté où il y a le moins d'ennuis. Il y a des reproches sur les méthodes passées, mais on ne se sent pas visé. On ne parle plus de suspension d'armes. La défaite est consommée; pour beaucoup c'est une satisfaction de savoir que c'est terminé; c'est un deuil auquel on donne le rituel de quelques messes pour avoir l'esprit libre.

C'est d'une autre liberté d'esprit que respirent d'autres Français. La Résistance est de toutes les nuances, et il s'en trouve aux quatre coins de la France. Elle existe dès l'Armistice comme elle existait avant. Elle était indiscernable le jour de l'appel aux drapeaux comme elle l'aurait été en août 1914. Elle se distingue en juin 1940 dès qu'on ouvre la bouche. Le patriotisme égalitaire d'une mobilisation générale écartait toute investigation sur le patriotisme de conscience. Et voici, cette fois, ces soldats d'hier qui doivent à autre chose que la légalité, à son contraire, de suivre une voie du devoir et, sans doute, la seule voie. C'est donc du plus profond d'eux-mêmes que ces hommes vont sûrement et avec foi au devant des combats dont le Général de Gaulle est devenu un symbole.

Certains attendent parce qu'ils ont toutes raisons de croire que leur devoir est d'attendre que l'Empire soit remis dans la guerre. Mais lorsque le débarquement d'Afrique du Nord s'accomplit, lorsque Pétain se bat contre les Alliés et contre la Résistance, une mystification monstrueuse apparaît.

Le pays se divise, non plus sur des hypothèses mais sur des faits et sur du sang.

L'activité résistante prend, dès lors, son plein développement. Les glorieuses troupes du Général de Gaulle se grossissent de tous les hommes qui ont fait confiance au Maréchal jusqu'au 8 novembre ou jusqu'à la création de la Milice. Les réseaux s'étendent, les maquis s'arment contre Pétain et Laval comme contre l'Allemand.

Dans ce vaste mouvement, le poste d'Espagne ne tenait, il va sans dire, qu'un rôle très effacé. Mais dans ses missions de liaisons, il percevait d'un grand nombre d'hommes de l'Armée Secrète ces actes et ces mobiles dont la Résistance doit s'enorgueillir.

Des récits comme ceux-ci ne feront qu'une somme modeste ajoutée à tous ceux déjà publiés sur les maquis et réseaux. J'ai pensé, cependant, que, pour la part qui concernait mes camarades de clandestinité, ils valaient d'être consignés. Souhaitons que les mémoires d'autres « régiments secrets » nous éclairent sur des secteurs de guerre encore inconnus, et fasse que, dessinée dans tous ses contours, la Résistance se reconnaîsse au grand jour !

Paris, le 15 mars 1948.

I

LES ÉTAPES
DE LA
NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

Avec la guerre civile espagnole, préambule du conflit mondial, l'intervention italo-allemande sur la péninsule, a fait craindre que ne soit brusquement modifiée une attitude de neutralité pour laquelle l'Espagne paraissait avoir vocation. Aussi bien le premier geste du nouveau régime n'est-il pas rassurant. Dès la chute de Madrid, Franco, le 27 mars 1939, adhère au Pacte Antikomintern conclu, en 1936, entre l'Allemagne, le Japon, l'Italie, la Hongrie et le Mandchouko.

Cependant, le 23 août 1939, le traité germano-russe de non-agression met le pacte en sommeil et, dès le début du conflit mondial, Franco proclame la neutralité de l'Espagne. C'est une sage décision, mais les franquistes ont, en septembre 1939, des soucis de pacification intérieure qui les portent plus loin; ils souhaitent pour la convalescence du pays comme, surtout, pour la consolidation du régime, que ne se prolonge pas un conflit extérieur qui pourrait bien faire renaître des luttes intestines toujours latentes en raison de l'allure idéologique que prend la croisade anglo-française contre les

dictatures. Dans les premiers jours d'octobre, Franco montre son désir de prendre la tête des puissances neutres dans une offensive de paix. Son Ambassadeur à Paris, M. de Lequerica, traduit auprès de M. Daladier les inquiétudes franquistes d'une extension du conflit et s'offre à provoquer des interventions en faveur de la paix.

Au moment de la retraite de France, la politique espagnole est conduite à d'autres attitudes. Mussolini entre en guerre le 10 juin et Franco, encore prudent, se borne à donner un coup de barre en adoptant, le 12 juin, un statut de non-belligérance. Il se justifie auprès des Alliés en invoquant les événements eux-mêmes qui, amenant la guerre aux portes de l'Espagne, l'obligent à se préparer à toute éventualité sans, dit-il, se départir de sa politique abstentionniste. Quand il occupe Tanger, deux jours plus tard, c'est en affirmant qu'il n'agit que pour y précéder l'Italie et neutraliser la place¹. Mais les formes triomphales que la presse pha-

(1) Le 10 juin 1940, M. de Lequerica annonce au gouvernement français la mainmise de l'Espagne sur Tanger.

Le 14 juin 1940, Franco fait occuper Tanger par ses troupes du Maroc espagnol et, dans les derniers jours du mois de juillet, il fait instituer le Ministre d'Espagne à Tanger Administrateur de zone, enlevant ce poste à la France qui, depuis 1928, en avait la charge. L'Angleterre s'empresse de protester et la France joint ses protestations à celles des Britanniques.

Le gouvernement espagnol avait donné toutes assurances qu'il respecterait le statut et justifiait son attitude par le souci qu'il avait de devancer l'Italie et d'empêcher entre cette dernière et la France et l'Angleterre une extension du conflit sur le détroit et sur le Maroc. C'était, non sans habileté, s'instituer arbitre. Le Colonel Beigbeder, Ministre des Affaires Etrangères, affirmait qu'il ne s'agissait que d'une mesure temporaire et il allait jusqu'à suggérer à l'Ambassadeur de France, le Comte de la Baume, qu'une approbation de l'opération espagnole par les gouvernements français et anglais ferait renoncer Mussolini à ses projets sur ce côté du détroit. Les deux pays alliés se bornèrent à déclarer qu'ils maintenaient tous leurs droits sur Tanger.

Le 4 novembre, le Haut Commissaire du Maroc espagnol placera le Comité International de Contrôle et l'Assemblée Législative dont les fonctions seront suspendues. Enfin, l'immixtion espagnole se fera encore plus profonde avec le décret du 12 février 1941 du Haut Commissaire espagnol, qui placera la zone de Tanger sous la surveillance d'une commission spéciale, sans, toutefois, l'incorporer à l'administration du Protectorat espagnol.

langiste donne à l'opération font présager d'autres agressions.

La non-belligérance dont Mussolini a donné un exemple au début de la guerre est un habit de mauvais augure.

Gibraltar, charnière de la route des Indes et des passages en Afrique, devient, après la campagne de France, le point extrême d'Europe vers quoi se tournent les nouveaux projets offensifs d'Hitler et où s'accrochent les défenses britanniques.

La Wermacht atteint la frontière d'Irun le 27 juin. Les journaux espagnols annoncent aussitôt un défilé de troupes allemandes pour le dimanche suivant à San Sébastien et des « circuits touristiques » de détachements allemands dans d'autres villes du Guipúzcoa, de Castille et de Navarre pour les jours suivants. Sous le signe d'une amitié et d'une fraternité d'armes de fraîche date, des officiers d'état-major et des troupes allemandes s'appretent à villégiaturer en Espagne. Mais l'Angleterre qui, en même temps que la France, a déjà protesté contre l'occupation de Tanger, va s'élever avec force contre les dispositions qui ont été prises pour ces réceptions. L'Ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Samuel Hoare, voit très clairement qu'une entrée amicale des Allemands en Espagne créerait un climat favorable aux desseins d'Hitler¹. Intervenant avec une promptitude et une habileté remarquables, il réussit à rencontrer le Ministre des Affaires Etrangères et à faire supprimer les défilés et les manifestations de la Wermacht.

¹ « I at once realised that if German detachments were allowed into Spain, the chances of keeping the country out of war on the Axis side were practically gone ». (« Ambassador on Special Mission » by the Rt. Hon. Sir Samuel Hoare) Collins, London 1946.

² Dans son ouvrage « Entre les Pyrénées et Gibraltar » (Editions du Cheval Ailé, Genève), M. Serrano Suñer donne cette mesure comme prise par le gouvernement espagnol avant même que se produisent l'intervention de Sir Samuel Hoare.

Cependant, simultanément, l'Ambassade d'Espagne à Berlin déclarait que son Gouvernement était prêt, sous certaines conditions, à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie. Au cours du mois de juillet les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur renouvelaient ces déclarations à l'Ambassadeur du Reich à Madrid, Von Stroher.

Les conditions posées par le Gouvernement espagnol comportaient, en même temps qu'une aide militaire et économique correspondant aux besoins de guerre, des revendications sur Gibraltar et le Maroc français et des extensions territoriales en Guinée et au Rio de Oro.

Peu après, dans un message qu'il adressait à Mussolini, le 15 août, Franco assurait que l'intervention rendue possible par la défaite française pourrait devenir effective lorsque les difficultés d'approvisionnement du pays seraient aplanies. Il ajoutait que, tout en portant ses efforts sur l'amélioration de la situation intérieure du pays, il avait demandé à l'Allemagne des moyens d'action.

De son côté, M. Serrano Suñer, nouveau Ministre des Affaires Etrangères qui venait de succéder au Colonel Beigbeder, se montrait partisan de l'intervention. Il rencontrait le Führer le 17 septembre à Berlin et discutait déjà de l'attaque de Gibraltar et du matériel qu'elle nécessitait.

Quelques jours plus tard, Franco écrit à Hitler. Il est, comme lui, d'avis que le premier acte d'attaque doit être l'occupation de Gibraltar et il rappelle que, depuis 1936, il a eu le souci de devancer les intentions anglaises d'expansion et de protection de leurs bases sur le détroit. Il convient que l'opération peut réussir en quelques jours avec du matériel moderne et des troupes sélectionnées¹.

¹La forteresse était pratiquement indéfendable lors de la défaite franco-anglaise.

L'absence d'espace semblait rendre impossible la création d'un terrain d'aviation dont, au surplus, la nécessité n'était pas apparue, puisque l'alliance franco-anglaise avait donné sur le détroit des bases de défense suffisantes pour l'aviation et pour la flotte avec Oran, Port-Lyautey, Casablanca, Alger et Bizerte.

Il apprécie le matériel que lui offre le Führer et il le remercie. Mais, tout en reconnaissant qu'en rejetant les Anglais hors de la Méditerranée on améliorerait les transports maritimes espagnols, il souligne que le ravitaillement de la péninsule ne serait pas assuré pour autant, puisque de nombreux produits et matières qui font défaut à l'Espagne peuvent se trouver dans le bassin méditerranéen.

Tout semble cependant décidé et déjà en voie de réalisation lorsque, le 23 octobre, se déroule un entretien important entre Hitler et le Caudillo dans le wagon-salon particulier du Führer, en gare d'Hendaye. C'est la première rencontre des deux chefs d'Etat. Après avoir évoqué la fraternité d'armes qui unit les soldats des deux pays, Franco donne à Hitler l'assurance que, dans la guerre actuelle comme pendant la guerre civile, l'Espagne combattra joyeusement aux côtés de l'Allemagne. Mais quand il entre au cœur du sujet, ses promesses s'enveloppent de réticences; il subordonne leur réalisation à des délais de mise en train et à des garanties de gains territoriaux. Il établit que l'Espagne n'est pas encore en mesure d'apporter une aide militaire efficace à l'Axe, mais il entend que l'attaque de Gibraltar ne soit réalisée que par des troupes espagnoles. Enfin, il met en avant que Gibraltar, le Maroc français et une partie de l'Oranie, répondent aux aspirations espagnoles. C'est, par des exigences démesurées, vouer la Conférence à un échec.

Dès l'armistice franco-allemand, le commandement anglais s'employa à faire, de toute urgence, du « Rock » une véritable forteresse militaire. Après avoir évacué sur Algésiras la population civile, les Anglais poussèrent à fond, de jour et de nuit, les travaux de fortifications. Un terrain d'aviation, situé au nord du rocher, fut aménagé en terrain d'aviation; élargi par les déblais retirés des galeries creusées dans le rocher, il devint assez important pour abriter un millier d'appareils. Sa piste, en raison de l'exiguité du terrain, se poursuivait à l'intérieur du port sur une large jetée avançant dans la baie. Le rocher fut creusé de toutes parts en vue d'y installer des dépôts de munitions et des casernes pour la garnison; un plan de feux, minutieusement étudié se matérialisa par des créneaux de tir émergeant des galeries de mines en tous sens.

En fait, le rocher ne devint en état de résister à une attaque importante, qu'au cours du dernier trimestre de 1942. Il était prêt pour l'opération d'Afrique du Nord.

Les revendications espagnoles sont plus importantes que le Führer n'aurait pensé; elles viennent contrarier une politique de prudence qu'il observe envers la flotte française et l'armée de Weygand; elles demandent réflexion. Gibraltar, le Maroc français, des rectifications de frontières en Oranie et des droits nouveaux en zone Tangéroise, c'est un gros programme de la part d'un régime qui n'a surnagé à la guerre civile que grâce aux pays de l'Axe et qui s'avère, au surplus, incapable d'apporter par ses propres moyens, une contribution efficace aux efforts italo-allemands.

On pourrait penser que Franco cherche à se débarrasser de l'Axe par d'impossibles demandes, mais il faut situer ici les plans ambitieux de la Phalange; ils ne sont pas commandés par les circonstances.

Quelqu'ancienne que soit l'installation de l'Angleterre à Gibraltar, l'humiliation qu'en ressentent les Espagnols ne s'est pas apaisée avec les ans et, au premier rang de leurs aspirations, on retrouve toujours l'unanime désir d'effacer de la carte de la péninsule cette tache qu'ils appellent « la dernière colonie en Europe ».

Hitler ne pouvait s'étonner de cette première revendication et il n'avait guère de raison de s'y opposer, Gibraltar n'ayant conservé son importance que par l'absence de fortifications à Ceuta et à Tanger¹.

¹L'Angleterre avait envisagé, en 1860, de se concilier l'Espagne en acceptant d'échanger Gibraltar contre Ceuta. La position de Ceuta sur la côte marocaine n'était pas négligeable et le projet devait être repris en 1937; Gibraltar apparaissait alors comme difficilement défendable contre des attaques aériennes de la violence de celles que pratiquait la Luftwaffe à Guernica et à Teruel. L'Amirauté anglaise étudia un projet d'aménagement d'une base à Ceuta qui aurait offert, pour l'aviation anglaise, des capacités de logement permettant d'envisager un rayonnement aérien considérable. Sans doute, un tel projet qui prétendait modifier aussi tardivement l'ordre de bataille était mal venu au moment où les puissances européennes semblaient prêtes à s'affronter à l'occasion du conflit espagnol. Il ne pouvait être retenu, ni par le gouvernement anglais qui, en fait, n'aurait su avec qui traiter de Franco ou du gouvernement républicain, ni par l'Etat-Major britannique qui voyait une solution plus rapide et plus radicale dans la transformation des moyens de défense de Gibraltar.

Par contre la zone internationale de Tanger et le Maroc français soulevaient un problème plus complexe. On a vu plus haut que l'opération espagnole sur Tanger prétendait n'être qu'une mesure conservatoire ne préjugeant pas de l'avenir. Les prétentions sur le Maroc français seront, en définitive, la pierre d'achoppement des pourparlers avec l'Axe. L'Italie ne paraît pas disposée à céder d'avance une participation aussi importante dans les affaires africaines. Elle pense s'attribuer, avec la Tunisie, l'Algérie que personne ne revendique, et si elle renonce, en principe, au Maroc, c'est en demandant à l'Espagne de lui réservé un couloir jusqu'à l'Atlantique. En réalité, un tel découpage serait malaisé et Franco n'y pourrait souscrire. Aussi l'Italie ne poussera-t-elle pas à faire de l'Espagne une alliée militaire dont il faudrait rémunérer les services à son détriment. Pour Hitler, reconnaître d'aussi vastes droits à l'Espagne, c'est trop vite renoncer à une sphère économique dont il ne sous-estime pas l'importance et qu'il n'a pas davantage consenti à l'Italie qu'à l'Espagne. Au surplus, une redistribution de l'Afrique du Nord ne se concevrait, dans l'immédiat, qu'avec l'accord du Gouvernement de Vichy. Hitler renvoie Franco à Pétain. On verra, plus loin, le Gouvernement franquiste s'efforcer de négocier des arrangements territoriaux avec Vichy.

Tandis que l'échec d'Hendaye marque un arrêt dans les préparatifs belliqueux de l'Espagne, l'Angleterre s'empresse de mettre à profit un répit qui était inespéré.

S'il est difficile, sous le plan politique, d'influencer Franco, dont la conviction est faite d'une victoire de l'Axe, il est encore temps d'assurer à l'Espagne, sur le plan économique, une indépendance qui, progressivement, la soustraira à l'emprise du bloc continental allemand.

Alors que des déclarations s'échangent entre Madrid, Rome et Berlin, et que la Phalange multiplie ses manifestations anti-anglaises et anti-françaises, très intelligemment,

l'Angleterre donne à manger à l'Espagne en desserrant les mailles du blocus et en lui permettant de réaliser des échanges commerciaux avec le Maroc français, le Portugal et les pays du « Bloc-sterling »¹. D'un mois à l'autre, les intérêts espagnols s'engageront plus avant dans un mécanisme dont ils ne pourront bientôt plus se détourner sans risquer une catastrophe économique et financière.

Cependant, après Hendaye, l'Axe a renouvelé ses démarches. En décembre 1940 et en janvier 1941, les interventions allemandes se sont faites plus pressantes. Mais quand Franco rencontre le Duce à Bordighera, le 12 février 1941, les choses n'ont pas avancé d'un pas. De la part du Caudillo, c'est encore l'assurance qu'il est toujours persuadé de la victoire de l'Axe et qu'il souhaiterait combattre l'Angleterre; mais c'est aussi, une nouvelle fois, l'affirmation que l'Espagne n'est pas en état d'entrer en guerre et qu'elle subit une véritable famine à laquelle l'Angleterre et les Etats-Unis peuvent porter remède. Si l'Espagne pouvait, avec une aide économique et militaire de l'Axe, contribuer par les armes à la victoire finale, il faudrait, de toutes manières, répète Franco, que lui soient garantis Gibraltar et le Maroc français. Sur ce dernier point, l'Axe n'a encore rien promis. Hitler a répondu, de manière évasive, par un message du 6 février qui ne connaît un accord de principe aux revendications espagnoles que dans la mesure où elles seraient conciliaires avec la répartition d'ensemble des possessions coloniales de l'Europe en Afrique.

Après l'entrevue de Bordighera, Mussolini conseillera au Führer de se borner à conserver Franco comme allié politique, en laissant à l'Espagne le temps de surmonter sa crise économique.

¹L'accord économique anglo-espagnol d'avril 1939 a été complété le 24 juillet 1940 par un additif prévoyant des livraisons de produits portugais en échange des livraisons faites par l'Espagne à l'Angleterre. Un accord hispano-marocain, conclu le 29 novembre 1940, fixera dans le cadre des accords Londres-Vichy, dont nous parlerons plus loin, les échanges entre le Maroc français et l'Espagne.

Ces négociations et ces marchandages laissaient en suspens le plan d'attaque de Gibraltar et, avant même que l'Axe n'ait pu envisager d'abandonner la solution amiable et d'entreprendre l'invasion de la Péninsule, l'Italie était engagée en Grèce et l'Allemagne se trouvait entraînée en Yougoslavie. L'effort germano-italien tournait déjà le dos à l'Espagne. On ne demanderait plus à Franco que des services prouvant le maintien de sa bienveillante neutralité.

Pourtant, en juin 1941, lorsque l'Axe attaque la Russie, le Caudillo ne peut rester indifférent au nouvel aspect de la guerre. Voilà bien, désormais, une bataille qui revêt les formes idéologiques du conflit espagnol. Dans un discours enflammé qu'il prononce le 17 juillet, Franco exalte le combat mené par la Wehrmacht contre le bolchévisme, en même temps qu'il reproche aigrement à l'Angleterre le blocus de l'Europe. Il s'attire une riposte de la Grande-Bretagne qui menace de mettre fin aux échanges de l'Espagne avec les pays du « Bloc-sterling ». La tension s'accroît et de violentes manifestations phalangistes se déroulent, le 24 juillet, devant l'Ambassade britannique.

Des volontaires espagnols ont été recrutés dans les milieux phalangistes. Ils seront envoyés sur le front russe où ils formeront la « Division Azul » qui ira relever des bataillons de la Wehrmacht. Mais tout en prenant part à la lutte, Franco ne déclarera pas la guerre à la Russie et il n'adhérera pas au pacte tripartite que l'Axe lui propose. Il gagne encore du temps. L'opinion publique est en grande majorité hostile. La Phalange n'est que l'expression d'une minorité; les généraux sont, pour la plupart, opposés à une entrée en guerre; le matériel fait toujours défaut; et ce que pensent surtout les Ministres et les Généraux, c'est que la seule forme possible de gouvernement est encore, pour longtemps, de n'armer qu'une minorité dont on soit politiquement sûr. Le régime franquiste ne peut, de toute évidence, se permettre, en 1941, cette dan-